



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1339>

# Plusieurs organisations déterminées à hâter le retour à la légalité

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : samedi 15 novembre 2008

---

Union des Forces de Progrès

---

Plusieurs organisations dont l'Union africaine (UA) ont réitéré leur détermination **"à tout faire pour contribuer à hâter le retour à l'ordre constitutionnel"** en Mauritanie où des militaires ont renversé, le 6 août, le président démocratiquement élu, M. Sidi Ould Cheikh Abdellahi, a indiqué l'UA dans un communiqué reçu hier à Dakar.

Le texte a été rendu public au terme d'une réunion consultative sur la situation en Mauritanie tenue à Addis- Abeba, à l'initiative du président de la Commission africaine, M. Jean Ping, avec la participation de la Ligue des États arabes, les Nations unies, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union européenne (UE).

Les représentants de ces organisations, a précisé le communiqué, **"ont réitéré la disposition de leurs organisations respectives à aider les acteurs mauritaniens, dans le cadre d'un dialogue constructif, à trouver une solution consensuelle à la crise que connaît la Mauritanie dans le cadre de la Constitution du pays."**

***Dans le même temps ils ont réitéré la détermination de leurs organisations respectives à tout faire pour contribuer à hâter le retour à l'ordre constitutionnel."***

Après avoir indiqué que la consultation a permis de **"procéder à un échange d'informations, de vues et d'analyses sur l'évolution de la situation en Mauritanie depuis septembre dernier"**, la même source a ajouté que **"les participants sont convenus de la nécessité pour toutes les organisations concernées de travailler étroitement ensemble (à) pour promouvoir une sortie de crise conforme à la Constitution mauritanienne et aux engagements internationaux de la Mauritanie."**

Les différentes organisations ont, par ailleurs, pris acte de l'échéance de la consultation entre l'UE et la Mauritanie prévue le 20 novembre, **"comme devant constituer une occasion irremplaçable pour les autorités issues du coup d'État de marquer leur engagement dans un processus de sortie de crise conforme aux éléments clés ci-dessus et susceptible de recueillir l'appui de la communauté internationale."**

Lakoom-info

Source : cridem